



Artisans de la Transition: Les investissements de la BNS dans les énergies fossiles sont contraires aux intérêts de la Suisse. Freiburg/Fribourg 2018.



Marcel Hänggi: Null Gas. Null Öl. Null Kohle. Wie Klimapolitik funktioniert. Ein Vorschlag. Rotpunktverlag 2018 (en allemand)

Pression sur la BNS

Fin avril, l'Alliance climatique suisse - une organisation qui regroupe 70 associations - a lancé un appel afin de faire pression sur la Banque nationale suisse (BNS) pour que celle-ci cesse ses investissements dans les énergies fossiles. L'argumentation est fondée sur un rapport publié le même mois par les Artisans de la Transition. Celui-ci repose sur deux études. La première, menée par ISS-Ethix, un cabinet de conseil financier basé à Zurich, démontre que le portefeuille d'actions connues de la BNS (92 milliards de francs suisses) est à l'origine des émissions de 48,5 millions de tonnes de CO₂ en 2017. Soit une quantité supérieure aux émissions imputées à la Suisse en 2016. Si la BNS avait pris la décision de désinvestir les 7,4 milliards de francs identifiés qu'elle a placés dans les entreprises les plus émettrices de CO₂, et les avait réinvestis dans les entreprises les plus vertueuses du point de vue du climat, elle aurait divisé par deux les émissions liées à son portefeuille d'actions. Et aurait amélioré son résultat financier de 20 milliards de francs pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017.

2^o Investing Initiative, une association qui a mis au point une métrique standard pour évaluer la compatibilité des placements financiers avec l'accord de Paris, a quant à elle calculé que la BNS sous-investit dans le secteur des énergies renouvelables: seuls 11 pour cent de ses actions sont placés dans des entreprises orientées vers les énergies renouvelables, alors qu'un scénario à 2°C exigerait le double. De même pour les investissements dans le secteur automobile: 94 pour cent de ses titres concernent la technologie du moteur à combustion, alors qu'un scénario à 2°C prévoit de baisser ce chiffre à 75 pour cent.

La BNS gère une fortune de 843,3 milliards de francs (en comparaison des 834 milliards des 1700 institutions de prévoyance actives en Suisse en 2017). Le poids de celle-ci pour orienter la place financière helvétique vers le respect de l'accord de Paris et influencer le cours de la transition énergétique et écologique est donc immense. (mr)

Pour signer l'appel: alliance-climatique.ch ou fossil-free.ch
Pour lire le rapport: artisansdelatransition.org/rapports.html

Une initiative fédérale sur la protection du climat

Les lectrices et lecteurs de moneta connaissent Marcel Hänggi. Et le grand public ne devrait pas tarder à retenir son nom. Car l'auteur et journaliste indépendant zurichois, spécialisé dans les questions environnementales, a lancé une initiative populaire exigeant que la Confédération inscrive les objectifs de l'Accord de Paris dans la Constitution et les mette en œuvre concrètement. Le parrainage de cette nouvelle initiative sur le climat est en cours d'élaboration, une version provisoire du texte existe et la récolte des signatures devrait démarrer début 2019.

Le journaliste est devenu activiste après la conférence de Paris sur le climat: «A la signature de l'Accord, on s'est entendu pour éviter que le réchauffement ne dépasse les 2 °C et, si possible, pour le limiter à 1,5 °C tout en réduisant à zéro les émissions de gaz à effet de serre pendant la seconde moitié de ce siècle, j'étais assez euphorique.» Il a cru que l'on avait franchi un pas décisif. Les premiers doutes ont surgi au cours d'une brève interview avec la conseillère fédérale Doris Leuthard. A la question de savoir comment le Conseil fédéral pensait atteindre ce but, elle a répondu: «Nous serions déjà contents d'être sur la bonne voie avec deux degrés. Vous connaissez notre Parlement...» Plus loin, elle ajoutait: «Les Américains (Obama était alors président - *n.d.l.r.*) en font aussi partie. Imaginez-vous vraiment qu'ils s'y engagent sérieusement?» Marcel Hänggi a senti ses cheveux se dresser sur sa tête.

Trois ans après Paris, il voit ses craintes confirmées: bien que la Suisse ait signé l'objectif zéro de manière contraignante en 2015 en vertu du droit international, ni le Conseil fédéral ni le Parlement ne semblent se préoccuper de l'interdiction progressive des énergies fossiles dans le cadre de la politique climatique actuelle. Par ailleurs, dans un rapport récent de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), les auteures et auteurs ne se mouillent pas quant à savoir s'il faut «limiter le réchauffement à 1,5 °C», comme affirmé dans l'avant-propos, ou si l'on s'en tient à «contenir la limite supérieure à 2 °C». Que le Conseil fédéral vise «un objectif bien plus ambitieux que réduire de moitié nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030» prouve que le zéro n'est pas le but. «Pour l'OFEV, peut-être, mais pas pour le Conseil fédéral», souligne Marcel Hänggi.

Dans le rapport de l'OFEV, au chapitre sur les investissements, on peut lire qu'il «est donc essentiel que l'argent ne contribue plus à financer des agents énergétiques fossiles» (eb)

www.mhaenggi.ch/klimainitiative